



ANCRER LES DROITS DES FEMMES AU CŒUR DU G7 18.10.2018

09H00 - 13H00 | SALLE COLBERT | ASSEMBLÉE NATIONALE | PARIS

Chaque année, des ONG françaises se mobilisent autour du processus du G7. Dans la perspective de la présidence française du G7 en 2019, Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale rassemblant plus de 170 ONG, a créé un comité de pilotage sur le G7.

CARE France, référente « genre » au sein de ce groupe de travail, Equipop, cheffe de file de la commission « genre » depuis plusieurs années, ainsi que d'autres organisations, ont proposé de se réunir en groupe de travail informel dédié aux questions « genre » et G7. A ce jour, 11 associations composent le groupe qui a commencé à se réunir dès juin 2018 : Action Aid, Adéquations, Action santé mondiale, CARE France, Coalition Education, Equipop, Médecins du monde, ONE, Oxfam, PLAN International France, Le Planning Familial.

Le 18 octobre, nous souhaitons lancer un processus de plus grande ampleur. L'objectif est de fédérer le plus largement possible (ONG, associations féministes, acteurs et actrices de la société civile...) et de construire une stratégie de plaidoyer efficace pour s'assurer que la présidence française du G7 aboutisse à des actions concrètes en faveur de l'égalité de genre, y compris des engagements financiers. Il s'agira d'influencer l'agenda officiel du G7 jusqu'au sommet-lui-même fin août 2019 dans le cadre des réunions de « sherpas G7 », réunions ministérielles thématiques, et travaux du conseil consultatif sur l'égalité des sexes à travers un plaidoyer à haut niveau et une campagne de mobilisation citoyenne.

Un temps fort de cette mobilisation sera le sommet Women 7 (W7), qui réunira des organisations de la société civile française et internationale, au printemps 2019.

Sommaire

1. La mobilisation
2. Programme
3. Contexte
4. L'ambition affichée par la France
5. Mobilisation de la société civile
6. Intervenant·e·s
8. Rejoindre la mobilisation

#GenreG7

9h30 **Ouverture Mireille CLAPOT**

Députée de la Drôme, Vice-présidente de la Commission des Affaires étrangères

> **Présentation des enjeux Aurélie GAL-REGNIEZ**, Directrice exécutive d'Equipop

10h00 **Session 1 : Le genre au G7 : décrypter les principaux enjeux**

Modération : **Friederike RÖDER**, Directrice France et Union européenne de ONE

> **Adopter et appliquer une diplomatie
et une aide publique au développement féministes**

Les précédents engagements du G7 en matière de droits des femmes

Isabelle HUDON, Ambassadrice du Canada en France, co-présidente du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes en 2018

La place des droits des femmes dans l'action internationale de la France

Philippe LÉVÊQUE, Directeur général de CARE France

> **Mettre en œuvre une approche intersectorielle**

Focus sur les adolescentes au Sahel

Dialikatou DIALLO, Présidente du Mouvement d'action des jeunes de l'Association sénégalaise pour le bien-être familial (MAJ-ASBEF-Sénégal)

Comment atteindre l'égalité en politique ?

Pierre CABARÉ, Député, Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale

Quelles priorités pour assurer l'autonomisation économique des femmes ?

Miren BENGUA, Déléguée générale de la Fondation Chanel

11h15 **Session 2 : Quelle mobilisation en France ?**

Modération : **Claire GUIRAUD**, Secrétaire générale du HCE

La mobilisation du gouvernement français

Cyrille PIERRE, Directeur du développement durable à la direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE)

Un exemple local de mobilisation en France

Florence JACQUES, Responsable secteur emploi formation et référente égalité au CIDFF de la Drôme (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles)

S'impliquer en France

Alice ACKERMANN, Militante du Planning familial de Strasbourg, élue IPPF (International Planned Parenthood Federation) et YSAFE (Youth Sexual Awareness For Europe)

12h00 **Contribution du public**

Appel à rejoindre le processus de concertation de la société civile

CARE France et Equipop

Premières propositions et suggestions du public

12h45 **Clôture Mabingue NGOM**

Directeur du bureau Afrique de l'Ouest et du Centre, UNFPA

Le G7 (« Groupe des sept ») est un groupe de discussion de huit Etats réputés être les plus grandes puissances économiques du monde : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada (la Russie est suspendue du G8 depuis 2014).

Le sommet du G7 réunit chaque année les chef-fe-s d'État ou de gouvernement de ces Etats, ainsi que les présidents de la Commission européenne et du Conseil européen (ainsi que pour certaines activités, des représentant-e-s d'autres pays ou d'autres unions internationales). Plusieurs réunions ministérielles sont également organisées en parallèle du G7 pour aborder des problématiques sectorielles (finances, affaires étrangères, éducation, développement, etc).

Chaque année, la présidence du G7 est assurée par un des Etats membres à tour de rôle. La présidence 2018 était ainsi assurée par le Canada, celle de 2019 le sera par la France. En 2020, ce seront les Etats-Unis.

La présidence française du G7 : Biarritz 2019

Le prochain sommet du G7 se tiendra à Biarritz du 25 au 27 août 2019.

Depuis la création du groupe, la France a accueilli six sommets du G7 : Rambouillet en 1975, Versailles en 1982, Paris (Arche de la Défense) en 1989, Lyon en 1996, Évian en 2003, et enfin Deauville en 2011.

La présidence française du G7 est mise en œuvre par la Présidence de la République. Pour préparer celle-ci, le sherpa est à la tête d'un comité de pilotage. Il rassemble trois filières qui appuient les travaux de la présidence selon les orientations définies par le Président de la République :

- La filière Sherpa, avec une équipe dédiée sous la direction du Sous-Sherpa G7 qui assure la coordination et le pilotage de l'ensemble des travaux,
- La filière politique, qui traite notamment des questions d'affaires étrangères,
- La filière finances.

Le Secrétariat général de la présidence française du G7 a la charge de définir les besoins logistiques de l'ensemble des manifestations, ainsi que la préparation, l'organisation et la sécurité des réunions préparatoires et du sommet. En liaison avec les services concernés du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, il assure le pilotage de la communication et celui des questions protocolaires. Il gère et s'assure enfin de la cohérence d'ensemble du programme et du budget de la présidence française du G7.

Source France diplomatie, 31.07.18

Documents de référence

- CICID de février 2018 qui fait de l'égalité femmes-hommes, de l'éducation et de la santé trois des cinq priorités de l'aide publique au développement
- Stratégie internationale de la France pour l'égalité femmes-hommes 2018-2022
- Stratégie Population / Droits et Santé Sexuels et Reproductifs 2016-2020

Orientations notables parmi les priorités affichées par la France en diverses occasions :

- Elargissement du cadre du G7 : redevabilité devant l'ONU, ouverture à l'Afrique
- Lutte contre les inégalités : priorité de la présidence
- Droits des femmes : perpétuer la dynamique initiée au Canada en 2018

Discours d'Emmanuel Macron

73^e Assemblée générale des Nations unies, 25 septembre 2018

« [...] la lutte contre les inégalités sera la priorité de la présidence française du sommet du G7 en 2019. En effet, la France aura après le Canada, dont je veux ici saluer le leadership, la prochaine présidence du G7, dont je souhaite revoir le format en profondeur pour mieux associer plusieurs autres puissances et travailler à de nouvelles formes de coordination.

C'est aux Nations Unies que je tenais à dire en premier que cet agenda des inégalités sera au cœur du prochain G7. C'est devant vous aussi que je m'engage à venir rendre compte des résultats du G7 de Biarritz en septembre prochain, parce que le temps où un club de pays riches pouvait définir seul les équilibres du monde est depuis longtemps dépassé. Parce que le destin de chacun des pays qui le composent est indissociable de celui de tous les membres de cette assemblée.

Oui, nous devons aujourd'hui nous attaquer aux inégalités contemporaines car elles sont à la racine de ce mal que je dénonçais au début de mon discours. Nous devons nous attaquer aux inégalités de destin. Ce sont des aberrations morales autant qu'une réalité insoutenable. Il n'est pas acceptable de ne pas avoir les mêmes chances selon le pays où l'on est né, de ne pas pouvoir aller dans certains pays à l'école parce qu'on est une femme, de ne pas avoir accès à certains soins élémentaires.

Nous avons tenu l'engagement pris ici même l'an dernier avec le président du Sénégal, la Conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation en février à Dakar a permis de lever 2,5 milliards de dollars pour développer l'accès à l'éducation dans le monde. C'est un montant historique. La France y a multiplié par 10 sa contribution. La mobilisation du G7 déjà engagée sous la présidence canadienne devra permettre d'aller plus loin.

Nous sommes à un moment clé sur ce sujet, celui où nous serons capables ou non de prendre la mesure du défi qui nous est lancé. Il y a 620 millions d'enfants à scolariser en plus dans le monde d'ici à 2030 dont 444 millions d'Africains. Allons-nous nous donner les moyens ? Allons-nous leur donner les moyens à tous d'avoir des bases robustes leur permettant d'être acteurs de leur vie, d'une vie fraternelle dans le monde de demain ? Si nous ne le faisons pas, quel monde nous préparons-nous ?

[...]

Nous devons aussi lutter ardemment contre les inégalités liées au genre. J'ai fait en France de l'égalité femme-homme la grande cause de mon quinquennat et je lance ici un appel pour en faire avec vous une grande cause mondiale. Les femmes et les filles sont les premières touchées par la pauvreté, les conflits, les conséquences du réchauffement climatique, elles sont les premières victimes des violences sexistes et sexuelles qui les empêchent trop souvent de circuler librement, de travailler, de disposer de leur corps selon leur choix.

Notre responsabilité au XXI^e siècle est de mettre fin à ces violences, du harcèlement de rue jusqu'au féminicide. Il est temps que notre monde cesse de faire des femmes des victimes et leur construise enfin la place qu'elles méritent, celle d'être aussi des leaders ! Nous devons leur garantir partout l'accès à l'éducation, la santé, l'emploi, à la prise de décision économique et politique, lutter contre toutes les formes de violences qui s'exercent contre elles.

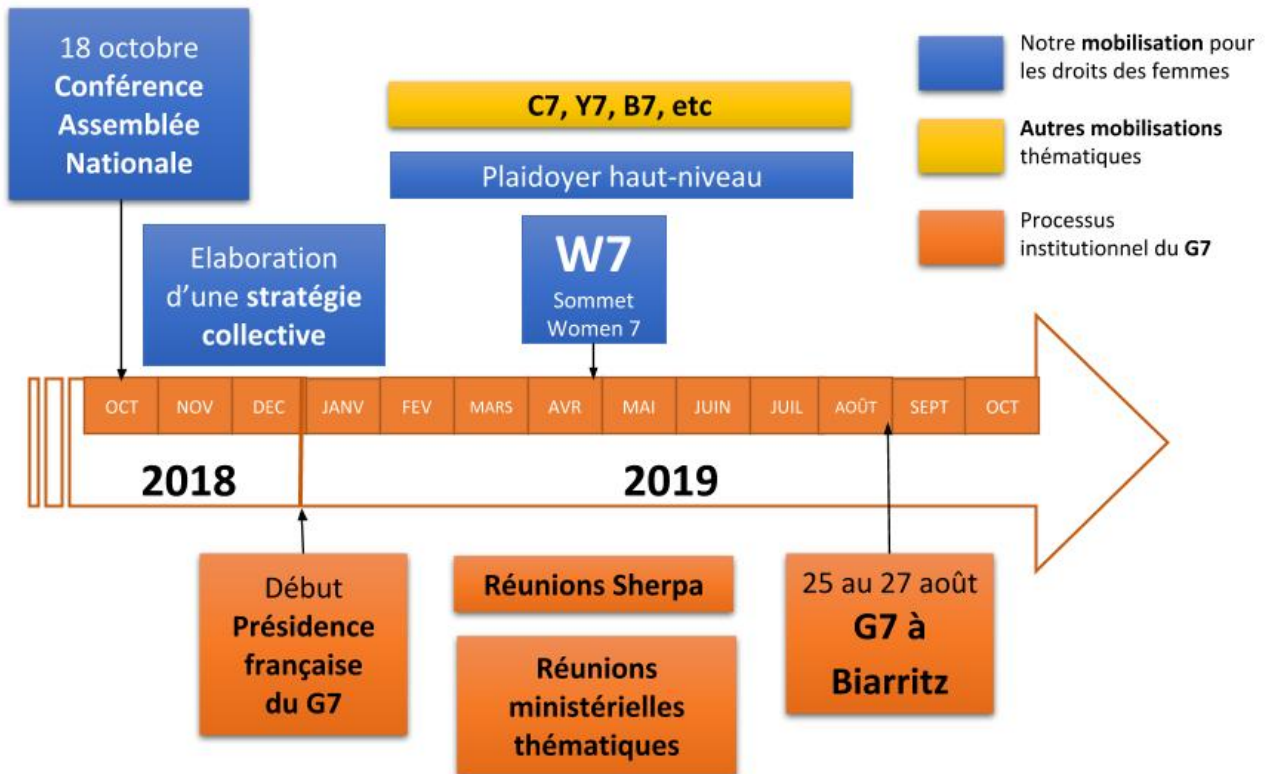
La France proposera ainsi aux gouvernements qui souhaitent avancer avec nous de créer une coalition pour l'adoption de nouvelles lois pour l'égalité entre les femmes et les hommes. 50 % de notre aide au développement sera consacré à des projets permettant de réduire les inégalités de genres.

Nous devons aussi relancer la mobilisation contre les inégalités en matière de santé à l'échelle internationale. Nous accueillerons en 2019 à Lyon la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

[...]

Troisièmement, nous devons faire toute sa place à l'Afrique, pour que son rôle soit central dans la recomposition du système international. Ce n'est pas seulement sur ce continent que nous gagnerons ou que nous perdrons collectivement notre grande bataille contre les inégalités. C'est avec ce continent.

Car, c'est bien aujourd'hui en Afrique que l'on trouve les plus fervents défenseurs du multilatéralisme, de l'intégration régionale. Car nos partenaires africains ont bien compris que c'est ensemble que nous serons en mesure de relever nos défis communs. Et c'est aussi à cette nouvelle alliance avec l'Afrique que la présidence française du G7 s'attellera. »



Liens avec la société civile internationale

Comme à chaque présidence du G7, la société civile française et internationale active sur les enjeux de genre s'organise, notamment au sein du groupe de travail sur le genre de la Global Task Force, pour élaborer des demandes et des recommandations de plaidoyer à destination des pays membres du G7.

Depuis deux ans (G7 italien de 2017 et G7 canadien de 2018), les organisations travaillant sur les enjeux liés aux droits des femmes se retrouvent également dans le cadre du Women 7 (W7), sommet d'organisations féministes qui formule des recommandations sur les droits des femmes à destination des dirigeant·e-s du G7.

En 2019, la société civile française souhaite organiser un sommet Women 7, qui permettra à la fois de nourrir les prises de positions des Etats membres du G7 mais aussi de faire pleinement entendre la voix des organisations féministes et des femmes issues de différentes régions du monde. Compte tenu du projet du Président Macron d'une réforme du G7, avec l'ouverture ponctuelle à d'autres pays africains, et du focus annoncé sur la région du Sahel, ce W7 sera l'occasion d'inviter des représentant·e-s de la société civile féministe d'Afrique de l'Ouest.

Militante de 19 ans, **Alice ACKERMANN** oeuvre dans la lutte pour les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR). Animatrice scolaire au Planning Familial de Strasbourg, elle est aussi représentante du groupe des jeunes militant·e·s du Planning Familial au conseil d'administration confédéral de l'association. Elle siège au conseil exécutif régional de l'IPPF (International Planned Parenthood Federation) European Network et est représentante de la jeunesse européenne au conseil de gouvernance de l'IPPF. Elle est également représentante de la France à YSAFE (Youth Sexual Awareness For Europe) où elle mène des actions de plaidoyer en collaboration avec des jeunes militant·e·s européen·ne·s sur les DSSR.



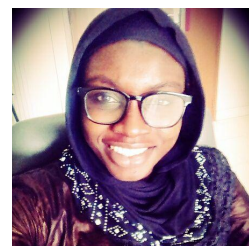
Miren BENGEOA est diplômée de Sciences Po Paris et spécialisée en santé publique. Pendant 10 ans au sein d'ONG internationales, puis aux Nations unies (UNFPA et UNICEF), elle a suivi de nombreux projets de santé maternelle et infantile en Amérique latine et en Afrique. Très engagée pour les droits des femmes, elle a présidé jusqu'en juin 2018 le Comité ONU Femmes France, qu'elle a fondé en 2013. Elle est la Déléguée Générale de la Fondation Chanel, créée en 2011, dédiée à l'autonomisation des femmes dans le monde.

Elu député LREM le 18 juin 2017, **Pierre CABARE** siège à la Commission permanente des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale dont il est le rapporteur sur les textes relatifs à l'Asie centrale. Il préside le Groupe d'amitié France-Kazakhstan. Depuis le mois de février 2018, il préside également le Groupe d'études sur le secteur aéronautique et spatial. Par ailleurs, Pierre Cabaré est vice-président de la Délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.



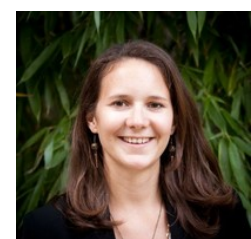
Mireille CLAPOT est députée de la 1^{ère} circonscription de la Drôme, vice-présidente de la commission des Affaires Étrangères, membre de la Commission supérieure du numérique et des postes, vice-présidente du groupe d'amitié parlementaire France Russie. Mireille Clapot a exercé pendant 25 ans des responsabilités dans l'industrie, comme responsable marketing, puis achats avant d'être élue aux couleurs de la République en Marche.

Juriste de formation, **Dialikatou DIALLO** est présidente nationale du Mouvement d'Action des Jeunes (MAJ) de l'Association Sénégalaise pour le Bien-Être Familial (ASBEF). Elle est également membre du Conseil de Gouvernance de l'ASBEF en tant que représentante des jeunes. Par ailleurs, Dialikatou DIALLO est Championne PF (Planification familiale) de la campagne Génération PF du réseau Alliance Droits et Santé.



Aurélie GAL-REGNIEZ, directrice exécutive d'Équilibres & Populations, a travaillé pendant les quinze dernières années au sein de cette ONG à promouvoir la santé des femmes dans le monde, leurs droits et leur autonomisation en combinant plaidoyer politique, mobilisation sociale et interventions pilotes. Elle enseigne à l'Université Paris-Descartes et a collaboré avec plusieurs Instituts de recherche.

Claire GUIRAUD est secrétaire générale du HCE (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes), l'instance nationale consultative indépendante chargée des droits des femmes et de l'égalité femmes-hommes. Le Haut Conseil à l'Égalité a pour missions d'assurer la concertation avec la société civile et d'animer le débat public sur les grandes orientations de la politique des droits des femmes et de l'égalité.



Isabelle HUDON a été nommée ambassadrice du Canada en France et à Monaco par Justin Trudeau, premier ministre du Canada, en 2017. Auparavant, elle a assumé les responsabilités de Présidente et Chef de la direction pour Financière Sun Life Québec tout en dirigeant l'une des quatre lignes d'affaires à titre de vice-présidente principale pour Financière Sun Life Canada. De 2004 à 2008, elle a été présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. En 2018, Mme Hudon a été nommée par le premier ministre co-présidente du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes pour le G7 de Charlevoix. Elle a été membre du conseil consultatif chargé de promouvoir la participation des femmes aux conseils d'administration. Elle est cofondatrice de l'Effet A, mouvement visant à propulser l'ambition féminine.



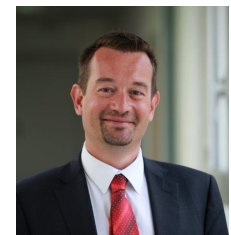
Florence JACQUES exerce depuis 20 ans au CIDFF de la Drôme (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles), en tant que Conseillère en insertion professionnelle et référente Égalité F/H. Elle réalise de nombreuses interventions tant en milieu scolaire qu'en structures de quartier, sur les thèmes de la citoyenneté, la discrimination, la prévention des violences. Elle a également participé à des « temps citoyens » pour des collectivités territoriales et accompagne des entreprises dans l'élaboration de diagnostics ou la mise en place des obligations Égalité F/H.

Diplômé d'HEC, **Philippe LÉVÊQUE**, l'actuel directeur général de l'ONG CARE France, débute sa carrière chez IBM France et Europe en 1984. Après une année passée en Afrique, il choisit la cause humanitaire. Bénévole chez Médecins du Monde, il devient directeur du développement en 1994 puis directeur général adjoint en 1998. Il prend la direction générale de CARE France en mai 2000. En 2009, il a été nommé au Conseil d'administration de CARE International à Genève.



Mabingue NGOM est directeur régional de l'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population) pour la région Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) basé à Dakar, Sénégal, depuis 2015. Il a rejoint l'UNFPA en 2008 comme Directeur de la Division Programme basée au siège, à New York. Il a dirigé le développement du Plan stratégique 2014-2017 qui a introduit des réformes organisationnelles visant à accroître l'efficacité et l'efficience de l'UNFPA. M. Ngom a été Directeur en urgence au sein de l'UNFPA et membre actif du Comité permanent interorganisations (IASC) d'administration et Représentant de l'UNFPA au Comité de haut niveau sur les Programmes du Conseil des Chefs de Secrétariat (CCS) pour la coordination. De 2003 à 2008, il a travaillé au Fonds Mondial de lutte contre le VIH / sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM) comme gestionnaire pour l'Afrique, puis comme Chef d'équipe pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre à Genève. Il a occupé le poste de Conseiller de Programme à International Planned Parenthood Federation à Nairobi (Kenya).

Cyrille PIERRE est directeur du développement durable à la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE). Cyrille Pierre représente le gouvernement français pour les affaires internationales et le commerce mondial depuis près de 20 ans. Avant de prendre ses fonctions actuelles fin-2016, il a été directeur de cabinet des secrétaires d'État au commerce extérieur, Fleur Pellerin puis Matthias Fekl. Il a aussi été directeur de France Expertise Internationale, opérateur au ministère des affaires étrangères, et a occupé le poste de Directeur adjoint de l'économie mondiale et des stratégies de développement au MEAE.



Diplômée de Sciences Po Paris et de la Freie Universität Berlin, **Friederike RÖDER** a débuté sa carrière à l'OCDE sur les questions de bonne gouvernance dans les États fragiles. Pendant deux ans en Afrique du Sud, elle a travaillé à l'agence allemande de coopération internationale, comme conseillère du ministère allemand puis de l'Union africaine. Elle a travaillé aux côtés de l'ancien président fédéral d'Allemagne, Horst Köhler, dans le cadre du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique. Elle a été chargée de mission à l'institut « Arab Reform Initiative » avant de rejoindre ONE en 2011 comme responsable du plaidoyer pour la France. Elle a été nommée directrice France en 2013, puis directrice Union européenne en 2018. Elle a notamment été en charge du suivi des sommets des G8/G7 et G20 depuis 2011 pour ONE. ONE est une organisation internationale de plaidoyer et de campagne, cofondée par Bono, dont l'objectif est de lutter contre l'extrême pauvreté et les maladies évitables, particulièrement en Afrique. ONE est soutenue par plus de 9 millions de personnes à travers la planète et compte près de 460 000 membres en France.

COMMENT REJOINDRE LA MOBILISATION ?

Vous souhaitez rejoindre la mobilisation et participer au mouvement pour faire des droits des femmes la priorité du sommet du G7 en 2019 ?

- > Envoyez une manifestation d'intérêt à nicolas.rainaud@equipop.org et chassot@carefrance.org avec pour objet du message « Mobilisation genre/G7 ».
- > Une première réunion aura lieu en novembre 2018 afin de poser les bases de la mobilisation collective.

ASSOCIATIONS ORGANISATRICES DE L'ÉVÉNEMENT



Equilibres & Populations, dite Equipop, travaille depuis 1993 sur les sujets des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR) en Afrique de l'Ouest à travers la mobilisation des responsables politiques, l'impulsion de projets pilote et l'appui à la société civile locale. En Afrique de l'Ouest, nous animons un consortium de 21 associations réparties dans 6 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Sénégal). En tant que cheffe de file de la Commission genre de Coordination SUD, nous menons par ailleurs un plaidoyer pour la prise en compte du genre et des DSSR des femmes et des jeunes filles au sein de la politique étrangère française ainsi qu'au niveau européen et dans les enceintes onusiennes (Commission sur le statut des femmes, Commission pour la population et le développement).

www.equipop.org



CARE France - Fondée en 1945, l'ONG internationale CARE est l'un des plus grands réseaux d'aide humanitaire au monde, apolitique et non confessionnel. Le réseau CARE est présent dans 93 pays. En 2017, 63 millions de personnes ont bénéficié de ses programmes. CARE s'attaque aux causes profondes de la pauvreté en adoptant une approche intégrée consistant à travailler de manière complémentaire sur différentes thématiques : l'accès à la santé, l'éducation, le développement économique, la sécurité alimentaire, etc. Dans des situations de réponses à l'urgence ou dans des contextes de développement, CARE promeut le rôle central des femmes et des filles comme actrices du développement. Dans l'ensemble de ses projets et dans ses actions de plaidoyer, CARE s'attache à promouvoir les droits humains, l'égalité des sexes, la justice sociale, économique et environnementale et la bonne gouvernance.

www.carefrance.org